

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

88/40

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LE CLUB ROTARY DE VANCOUVER

VANCOUVER (C.-B.)

Le 6 septembre 1988

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

J'ai le très grand honneur, depuis près de quatre ans, de représenter mon pays en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai parlé à des milliers de personnes - non pas uniquement juste à des dignitaires et des ministres, mais aussi au peuple - en Afrique et en Asie, en Europe et en Amérique latine, aux États-Unis et en Union soviétique; et j'ai cherché à connaître l'opinion de centaines de Canadiens - exportateurs, missionnaires, investisseurs, coopérants, députés, diplomates, étudiants, professeurs et artistes - auxquels le Canada doit sa place dans le monde.

Une des leçons que j'en ai tirées, c'est que la politique internationale, loin d'être étrangère, est au coeur même des intérêts quotidiens des Canadiens. En notre ère des communications instantanées et des armes nucléaires, dans notre pays moderne où l'économie est basée sur le commerce, la politique étrangère et la politique intérieure sont inséparables. Le Canada ne saurait opter pour l'isolement. Même s'il le voulait, il ne saurait se couper du monde. Les Canadiens ne le souhaitent pas et ne l'ont jamais voulu.

Au cours des deux grandes Guerres mondiales, des soldats canadiens sont partis se battre en Europe, certains pour n'en jamais revenir. Les marchandises qui entrent dans ce port et celles qui en sortent chaque jour sont la preuve concrète que notre pays dépend davantage du commerce extérieur que la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, ou le Japon. Les universités d'ici ont à coeur de résoudre des problèmes qui se posent dans le monde entier. Il en va de même pour la Fondation Asie-Pacifique et les milieux d'affaires, pour les milliers de gens de Colombie-Britannique et d'autres Canadiens qui versent une contribution à l'UNICEF, au Fonds de secours aux enfants, aux églises, aux sociétés philanthropiques ou aux mouvements pacifistes, ou qui participent à nos séminaires sur les exportations, ou qui signent le registre contre l'apartheid ou contribuent à la lutte contre la famine.

Les Canadiens jouissent, sur le plan international, d'une réputation dont ils ont lieu d'être fiers; notre gouvernement a voulu lui redonner son éclat en modernisant notre politique étrangère de la même manière qu'il a remis en question et changé l'idée que l'on se faisait des déficits, de la défense, des relations fédérales-provinciales, et du développement de nos régions. De réels progrès ont été accomplis dans toutes ces réformes et, sous la direction du Premier ministre, en politique étrangère plus qu'ailleurs.

Pour résumer brièvement, nous avons contribué à définir le mandat des nouvelles négociations commerciales multilatérales, notamment en ce qui concerne l'agriculture; nous avons entrepris des négociations commerciales d'importance historique avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis; nous avons effectué la première révision majeure de notre politique de défense en près de deux décennies; nous avons joué un rôle de premier plan dans la réforme interne des Nations Unies, et réussi à persuader cet organisme des plus prudents de prendre la décision de nommer, pour la première fois depuis sa création il y a quarante ans, une femme, une Canadienne, Thérèse Paquette-Sévigny, au poste de secrétaire général adjoint; le Premier ministre a fait ressortir périodiquement, aux sommets économiques internationaux, le caractère inique de la dette du Tiers-Monde, et nous avons fait en sorte que tout notre programme d'aide prenne la forme de subventions; nous avons envoyé des experts en Amérique centrale pour aider les pays membres du Contadora à mettre au point un mécanisme efficace de contrôle et de vérification; nous avons envoyé des unités de maintien de la paix en Afghanistan ainsi qu'en Iran et en Iraq; nous avons accueilli une importante conférence internationale sur la vérification sismique de l'interdiction des essais nucléaires, et nous avons participé activement à toutes les réunions internationales, y compris celles de l'Alliance, portant sur le contrôle des armements et le désarmement; nous avons enfin, soit par la réaction extraordinaire du Canada à la famine en Éthiopie et au Sahel, soit en chargeant des comités parlementaires de lancer un large débat public sur la politique étrangère et la politique d'aide, puis en donnant suite à la plupart des recommandations formulées, permis à tous les Canadiens d'intervenir dans la politique étrangère.

Certaines de ces initiatives ont, bien sûr, soulevé des controverses. Il est rare de faire des progrès sans en soulever. Parfois, il s'agit d'un débat restreint et en grande partie interne.

Par exemple, les gouvernements antérieurs étaient plus disposés à parler qu'à agir lorsqu'il était question de l'égalité des femmes. Lorsque le gouvernement de Brian Mulroney est entré en fonctions, deux seulement de nos missions d'outre-mer étaient dirigées par des femmes. Aujourd'hui, ce sont des femmes qui sont à la tête de quatorze des grandes missions du Canada, notamment celles de l'Espagne, du Kenya, de Sri Lanka, de Copenhague et de Hong Kong.

Parfois, le débat a pris une plus grande dimension publique. Lorsque la Grande-Bretagne et les États-Unis se sont retirés de l'UNESCO, le Canada y est resté pour pouvoir travailler aux réformes de l'intérieur.

Lorsque Washington a annoncé un embargo visant le Nicaragua, nous n'avons pas tardé à faire connaître notre position, bien différente de celle des États-Unis. L'affirmation de la souveraineté du Canada dans le Grand Nord était une source d'inquiétude pour les gouvernements canadiens antérieurs; ce territoire est le nôtre, nous l'avons fait savoir et nous prenons des mesures pour y établir notre souveraineté.

Conscients des risques, nous avons fait sortir des prisonniers de guerre soviétiques de l'Afghanistan. Le Premier ministre a soulevé des questions de droits de la personne directement auprès des dirigeants de la Corée, du Zimbabwe et de l'Union soviétique, et le Canada est l'un des chefs de file de la campagne menée pour mettre fin pacifiquement à l'apartheid, sans quoi l'Afrique australe finira par éclater.

Impossible de s'arrêter à toutes les régions du globe, à tous les pays où le Canada fait sentir sa présence, à toutes les questions sur lesquelles il est appelé à se prononcer. Nous avons étendu nos activités de maintien de la paix au Sinaï, et nous sommes en rapport constant avec les responsables juifs et arabes afin d'être toujours prêts à les aider à faire la paix. Nous avons établi des rapports commerciaux et diplomatiques dynamiques avec les pays asiatiques, en ouvrant notamment de nouveaux bureaux commerciaux à Osaka, à Changhaï, à Bombay et en Nouvelle-Zélande.

Au cours des quatre dernières années, j'ai eu le privilège, au nom du Canada, de rencontrer Anatoly Scharansky à Jérusalem et de recevoir ses remerciements pour le travail soutenu des Canadiens qui ont oeuvré à sa libération; d'accueillir à Ottawa des mères de "disparus" de l'Argentine, qui étaient venues nous voir pour discuter des mécanismes de protection des droits de la personne, parce que le Canada est le pays auquel elles se fient le plus; de visiter des villages éloignés de l'Asie où des Canadiens travaillent à surmonter la tradition et le désespoir pour que des enfants puissent vivre et des pays se développer.

Il y a beaucoup de choses à dire au sujet du rôle du Canada dans le monde - et il y a beaucoup de choses à apprendre au sujet de notre propre pays en voyant comment nous sommes perçus à l'étranger.

J'aimerais aujourd'hui me servir de notre politique étrangère comme miroir afin de faire voir certains des traits du Canada qui nous rendent efficaces et qui nous font respecter partout dans le monde. C'est à dessein que j'emploie ce miroir aujourd'hui, durant la semaine où le projet de loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été adopté à la Chambre des communes, parce que le débat sur le libre-échange a éveillé parmi certains Canadiens des doutes quant à la capacité du Canada de poursuivre une politique étrangère indépendante et distincte.

Je ne partage pas ce doute - bien au contraire - mais je ne m'en moque pas, et je tiens à en parler parce que j'estime précisément qu'il s'agit d'une erreur.

Dans un sens, c'est ce que les citoyens pensent de leur pays qui fait de ce pays ce qu'il est. Lorsque nous avons confiance en nous-mêmes, les autres s'en aperçoivent. De fait, j'estime qu'il y a un rapport étroit entre la confiance en nous-mêmes que nous sommes en train d'acquérir chez nous, dans notre pays distinct et diversifié, et les attentes et le respect sans cesse grandissants que nous suscitons dans le monde. Pour moi, les négociations commerciales sont une autre affirmation de la maturité du Canada.

Il s'agit d'une mesure qui traduit notre confiance en nous-mêmes et qui nous mènera à d'autres gestes confiants, notamment en matière de politique étrangère, gestes qui démontrent que le Canada est vraiment un pays qui ne ressemble à aucun autre dans le monde et qui est prêt à se comporter en conséquence.

Mardi, au Parlement, le Premier ministre affirmait ce qui suit: "Le Canada est plus sûr de son identité aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. La personnalité internationale du Canada dans la communauté mondiale est plus imposante. Et nous nous affirmons, avec une plus grande indépendance, plus que jamais auparavant. Notre volonté et notre capacité de protéger notre souveraineté économique, politique et territoriale n'ont jamais été aussi fortes."

Je voudrais insister en particulier sur deux des termes employés: "volonté" et "capacité". Il faut avoir l'un et l'autre pour être efficace.

Le libre-échange nous fait-il perdre l'un ou l'autre ? Serons-nous désormais moins déterminés à agir de façon indépendante ? Moins capables ? Pas du tout. En fait, nous serons désormais davantage en mesure de poursuivre les objectifs canadiens, tout simplement parce qu'une économie plus forte signifie que nous pouvons nous permettre davantage d'initiatives. En termes concrets, cela signifie que nous pouvons nous permettre de construire un brise-glace; que nous pouvons nous permettre d'être parmi les premiers pays à payer notre cotisation aux Nations Unies; que nous pouvons nous permettre les dépenses nécessaires au maintien de la paix au Moyen-Orient; ou aux lignes de chemin de fer dans les États de la ligne de front; ou aux projets de développement au Nicaragua; ou aux secours d'urgence au Bangladesh. Le libre-échange avec les États-Unis favorise la croissance de l'économie canadienne et accroît de ce fait notre capacité de poursuivre une politique étrangère canadienne bien distincte.

Qu'en est-il de la détermination ? Qu'en est-il de notre volonté ? Un accord commercial amenuise-t-il notre volonté de poursuivre une politique étrangère indépendante?

Voici la réponse: au cours des négociations sur ce traité commercial, le Canada et les États-Unis ont été en désaccord sur un certain nombre de questions de politique étrangère.

Prenons quelques exemples.

Les États-Unis auraient souhaité une participation du gouvernement canadien à l'Initiative de défense stratégique. Nous avons refusé.

Les deux pays ont des positions nettement divergentes en ce qui concerne les Nations Unies.

Nos politiques concernant l'Afrique du Sud diffèrent également.

En Amérique centrale, le gouvernement du Canada et celui des États-Unis ne s'entendent pas sur le fond pour ce qui est de l'origine des problèmes.

Les Américains ont boycotté le Nicaragua, alors que nous maintenons notre aide et nos activités commerciales dans l'ensemble de la région. En raison de cette différence, les ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale veulent que le Canada les aide à élaborer un système de maintien de la paix.

Ces différences entre nos politiques, ainsi que d'autres, existent aujourd'hui, ont existé pendant toute la durée des négociations et se retrouveront demain, précisément parce que nous sommes des pays différents ayant des cultures différentes, une histoire différente, un sens différent de notre identité.

Bon nombre des qualités dont le monde moderne a besoin sont des qualités que les Canadiens ont cultivé en bâtissant leur propre pays. Le don de conciliation, la vertu de tolérance, le respect de la diversité importent davantage dans un monde où les grandes puissances exercent une domination moindre et où les conséquences d'un conflit sont plus dangereuses.

Les Canadiens sont un peuple pragmatique. Nous nous efforçons de voir le monde tel qu'il est, et non à travers les filtres du marxisme ou de la destinée manifeste. Nous avons acquis une expérience qui nous est propre, tant au pays qu'au plan international, et il est fait de plus en plus appel à cette expérience canadienne pragmatique.

Je suis fier de ce que nous avons pu réaliser, en matière de politique étrangère - mais je suis encore plus enthousiaste quant à ce dont nous sommes capables. Nous ne devons pas exagérer notre influence, pas plus que nous ne devons l'ignorer ou refuser de l'exercer. Nous sommes un très grand pays dont les seuls voisins immédiats sont trois océans et deux superpuissances - une société diversifiée dont les habitants viennent de tous les horizons, de toutes les cultures, de toutes les couleurs du monde, et dont les intérêts se manifestent partout. Nous avons besoin d'une politique étrangère qui soit à l'image du Canada tout entier - une nation commerçante, une nation nordique, une nation libre de gens qui chérissent les droits de la personne parce que des parents proches en sont privés, une économie développée, une ancienne colonie, un peuple international.

Nos professeurs, nos commerçants et nos missionnaires ont parcouru des continents lointains avant même que n'existent une ACIDI, un CUSO ou un ministère du Commerce; nos soldats sont partis lutter contre l'oppression alors que d'autres pays se repliaient dans leur isolement; nos diplomates et nos dirigeants ont créé l'OTAN, inventé le rôle de maintien de la paix des Nations Unies, conclu l'accord commercial qui a inspiré le GATT; et aujourd'hui, au sein de l'administration de Brian Mulroney, ils ont su trouver le moyen d'instaurer la Francophonie, la volonté de revitaliser le Commonwealth des nations et la détermination d'éliminer les obstacles au commerce.

Il n'y a pas de plus noble cause à défendre que celle du Canada, ni meilleur passeport; pourtant, cette réputation ne s'est pas faite par la force des armes ou celle du pouvoir, ni par la pureté de notre âme, ni par l'éclat exceptionnel d'une élite douée. Cette réputation exceptionnelle du Canada est le reflet de la nature et de l'histoire de ce pays hors du commun - elle s'est faite en agissant à l'étranger comme nous essayons d'agir au pays, et nous sommes venus au pouvoir pour saisir cette réalité, pour l'approfondir, pour que notre politique étrangère soit encore davantage modelée sur ce qui fait notre particularité canadienne;